

Résolution adoptée

Séance plénière du 26 novembre 2024

7 ans après l'avis du CESE : amplifions la lutte contre *les violences faites aux femmes* dans les Outre-mer

Déclaration du groupe des Non-inscrits

*Tabassée à mort par amour
Paraît que c'est courant de nos jours
Le métier d'épouse n'est pas sûr
Quand on est la femme d'un vrai dur*

Le combat contre les violences conjugales et familiales est essentiel. Ce fléau traverse notre société et touche encore trop de femmes.

La prise de conscience de cette réalité reste insuffisante. Trop souvent, les violences faites aux femmes sont ignorées, banalisées ou victimes de l'indifférence.

Il est de la responsabilité de tous de faire en sorte que cette question devienne une vraie priorité, tant en métropole que dans les Outre-mer. L'engagement des pouvoirs publics ne doit pas se limiter à de simples déclarations, il doit dorénavant se traduire par des actions concrètes.

L'éducation demeure un levier fondamental pour prévenir toutes les formes de violences sexistes et sexuelles.

Ce n'est qu'en changeant les rapports sociaux existants, en déconstruisant les stéréotypes, en effaçant les inégalités de genre, en éliminant les discriminations que nous pourrions éradiquer ces violences.

Notre responsabilité est collective, il ne peut y avoir de véritables politiques publiques efficaces sans une réelle prise de conscience généralisée des coûts humains, sociaux et économiques engendrés par ce fléau.

Ce combat n'appartient pas uniquement aux autorités publiques. Il est l'affaire de toutes et tous. Il s'agit d'un devoir moral, d'une urgence sociale et d'une nécessité pour l'avenir de notre société.

L'accueil, l'accompagnement et les actions thérapeutiques à l'égard des victimes et des auteurs de violence doivent aussi se renforcer.

Mistinguett chantait dans Mon homme : la femme n'est faite que pour souffrir par les hommes. C'était il y a un siècle, il est plus que temps que de tourner la page.

Merci aux rapporteuses, aux membres de la délégation aux Outre-mer ainsi que l'administration pour ce travail.

Nous avons voté le texte.